

ANNABA

Plus de 1 500 comprimés psychotropes saisis

C'est un joli coup porté aux trafiquants de drogue qu'ont réussi les éléments de la brigade de lutte contre les stupéfiants de la police judiciaire de Annaba.

Par une discrète surveillance de tout instant, les policiers antistup n'ont pas tardé à épingler une bande de quatre individus versés dans le trafic à grande échelle de comprimés psychotropes.

La bande était en possession de quelque 1 530 comprimés de différentes marques destinés à être écoulés sur le marché local, selon le commissaire principal Mohamed-Yazid Boubekri, chef de la police judiciaire de la Sûreté de wilaya de Annaba.

Lors d'un point de presse tenu au siège du service, le commissaire principal Boubekri a précisé que la marchandise était acheminée à

partir des frontières Ouest pour inonder l'Algérie d'Ouest en Est.

Les quatre individus présentés au parquet ont été placés sous mandat de dépôt. L'implication du Makhzen marocain dans l'inondation de l'Algérie en drogue ne fait pas le moindre doute. Et les quantités astronomiques saisies presque quotidiennement en provenance de ce pays le confirment amplement.

Pour rappel, le ministre des Affaires religieuses et des Wakfs Mohamed Aïssa, sans le citer nommément, avait pointé du doigt le voisin de l'Ouest comme étant à l'origine de l'introduction dans



Photo : DR

notre pays d'importantes quantités de drogue et de psychotropes. C'était lors de sa dernière visite à Annaba à l'occasion de la tenue

de la journée régionale d'étude sur : «le rôle des institutions officielles et la société civile dans la lutte contre le trafic de drogue».

Par ailleurs, faisant le bilan des activités de son service, le chef de la police judiciaire de Annaba a fait état d'une recrudescence des affaires liées à la cybercriminalité. Ces affaires sont passées de 29 pour toute l'année 2014 à 44 pour les seuls neuf premiers mois de 2015.

Concernant les vols de voitures et de motos, il avancera le chiffre de trois voitures et cinq motos volées uniquement en septembre dernier. Deux voitures et trois motos ont été récupérés, a-t-il fait savoir.

Durant le même mois, pas moins de 25 téléphones portables sur les 42 volés ont été récupérés et 10 vols par effraction sur les 18 commis ont été résolus, selon le commissaire principal Boubekri.

A. Bouacha

AÏN-TÉMOUCHENT

500 millions de centimes pour éradiquer les mauvaises odeurs

A l'occasion de la Journée arabe de l'environnement qui coïncide avec le 14 octobre de chaque année, les services de l'environnement ont déclaré que pas moins de 12 décharges sauvages réparties à travers le territoire de la wilaya seront éradiquées.

Les mêmes services ajoutent que la direction concernée a signé un accord avec les deux CET (centres d'enfouissement techniques) de Sidi Ben Adda et de Sidi Safi pour que toutes les ordures ménagères de ces décharges sauvages soient déversées dans ces deux centres.

Les mêmes responsables ajoutent que leur direction s'est procuré un produit «Enzyme» d'un montant de 500 millions de centimes pour l'utiliser afin d'éradiquer les mauvaises odeurs dans les deux centres. L'effet de ce produit n'a que 10 à 15 minutes pour éradiquer et lutter contre les odeurs nauséabondes qui se dégagent des deux centres d'enfouissement techniques.

S. B.

CHLEF

Une année de prison ferme pour détention illégale d'une arme à feu

C'est le verdict qui vient d'être prononcé par le tribunal à l'encontre de B.D., âgé de 29 ans.

Suite à des informations parvenues aux services de sécurité, une perquisition de son domicile a été ordonnée et a abouti à la découverte d'une arme à feu de catégorie 4 et de matériel militaire ainsi que des munitions en état de marche cachés dans une caisse en plastique.

L'homme a nié être le propriétaire de ces objets. Après une enquête approfondie et les déclarations du prévenu, le chef de séance de la chambre correctionnelle a prononcé une condamnation de trois ans ferme, par contumace à l'encontre de son acolyte et parent, toujours en fuite.

Medjdoub Ali

TIARET

Capitainerie d'industrie : entre espoir des uns et manœuvres des autres...

Ils sont nombreux, ces hommes d'affaires, industriels, promoteurs immobiliers, opérateurs du négoce et de la construction à se concerter pour une éventuelle implantation du Forum des chefs d'entreprises dans la wilaya de Tiaret.

En gestation depuis quelque temps, l'idée commence déjà à prendre forme si l'on se réfère aux propos de l'actuel délégué de Haddad en la personne de Mohamed Chadli, un opérateur dans le monde de l'agriculture et du bâtiment. «L'ouverture imminente d'un bureau à Tiaret n'est que la continuité du redéploiement territorial auquel aspire notre organisation», estime-t-il, et d'ajouter, «notre priorité est de promouvoir les activités productives d'autant que la wilaya se distingue présentement par l'indigence de son tissu de sous-traitance industrielle avec des zones d'activités très faiblement dédiées à la fabrication», a-t-il tenu à souligner.

Cependant, les observateurs et les acteurs de la donne économique locale ont des avis partagés sur cette course effrénée du FCE pour le maillage du territoire national, matérialisé dans le cas d'espèce dans l'étape de Tiaret. Certains pensent que l'implantation projetée ne peut avoir que des effets positifs, la représentation locale étant arrimée à une

organisation de notoriété nationale renfermant en son sein les grosses pointures du monde des affaires.

La dissémination des expériences et des opportunités économiques vers des contrées jusque-là répulsives s'en trouveraient favorisées.

D'autre part, la compétition dans le paysage des organisations patronales domiciliées à Tiaret, enrichi par le nouvel arrivant, et eu égard à la similitude de l'objet d'intervention, est de nature à stimuler la qualité des prestations au profit des membres et à consolider la force de proposition en direction des pouvoirs publics.

D'autres analystes, par contre, estiment que les enjeux de pouvoirs et d'hégémonie sont prégnants dans cette entreprise de redéploiement tous azimuts. Même au plan de la structure, soulignent-ils, le FCE adopte un schéma «divisionnalisé», apparenté à celui des fédérations et des organisations de masse, courroie de transmission du complexe parti-Etat d'il y a longtemps, très longtemps.

Le doute semble être de mise quand ils citent quelques noms d'opérateurs locaux en quête incessante de légitimité, pressenti à la représentation de l'organisation de Haddad, ayant «butiné» dans de nombreux espaces puis disqualifiés pour des raisons diverses. C'est que ces derniers continuent, bien que le changement semble être enclenché et ses effets visibles dans la communication, à

œuvrer sans relâche, pour un positionnement éternel dans les périmètres des centres de décisions à l'échelle locale.

Le doute s'installe plus, selon les réserves, lorsque le monde économique, politique et médiatique a apprécié la manière peu chevaleresque avec laquelle le FCE a défendu le patron de Cevital dans le différend l'opposant au ministre de l'Industrie. La faiblesse de l'argumentaire et les propos évasifs y seraient pour beaucoup.

Et quid de la chambre de commerce et d'industrie dans ce paysage ? Quand on sait que la plupart du vivant pressenti du FCE serait constitué de membres de cette institution laquelle, faut-il le rappeler, sous d'autres cieux, est plus que vitale et partant, incontournable pour la prospérité économique des territoires et par ricochet de la nation.

L'émiettement de la représentation patronale dans une constellation d'organisations nucléarisées n'est pas de nature à produire des synergies au service exclusif du développement économique local et encore moins à contribuer dans la construction d'une parole commune au monde des entreprises. A moins que d'autres calculs soient échafaudés pour des finalités très peu partagées, voire à l'insu même de ces entrepreneurs suiveurs. Ceux qui cogitent, disent qu'il s'agit là d'un autre «poème»...

Mourad Benameur

GUELMA

Un redoutable réseau de faux-monnayeurs démantelé par la police

Les faux-monnayeurs, parmi les ressortissants africains, notamment ceux qui vivent clandestinement, se régalaient, car du côté des affairistes indécents, avides de gain facile, on est moins regardant ces derniers temps.

Vrai ou faux, un billet d'euro, on doit faire avec, pour le plus grand bonheur de cette catégorie de personnes venues du Mali, du Niger, du Cameroun..., qui mettent leur savoir-faire sophistiqué au service du grand banditisme organisé. Pour remédier à la précarité et au besoin de liquidité auxquels ils sont confrontés au quotidien, ces individus s'adonnent à ce trafic de faux billets, devenu pour les ressortissants clandestins africains monnaie courante.

En effet, un autre réseau de

faux-monnayeurs, impliquant un membre de cette communauté, a été mis hors d'état de nuire à Guelma. La police a annoncé, cette semaine, avoir appréhendé des individus, soupçonnés d'appartenir à un important réseau spécialisé dans la fabrication de faux billets, notamment en monnaies étrangères.

Selon le rapport de la cellule de communication de la Sûreté de wilaya, deux hommes ont été déferés après avoir été interpellés à bord d'une Chevrolet Aveo,

dans un barrage fixe de police au lieu-dit Bab Annaba. Ils étaient en possession d'une douzaine de liasses de 200 fausses coupures chacune, destinées à la contrefaçon des billets d'euros, précise le même communiqué.

Le suspect principal a été placé sous mandat de dépôt par le magistrat instructeur près le tribunal de Guelma, tandis que le deuxième a été mis en liberté sous contrôle judiciaire. Ils sont poursuivis pour transport, détention, et mise en circulation de monnaie contrefaite en bande organisée, a indiqué la même source.

L'affaire avait débuté il y a plusieurs jours suite à des informations parvenues à la police judiciaire, faisant état de l'existence

d'un important réseau activant dans la contrefaçon des billets de banque, dans la région.

Les enquêteurs de la 4^e Sûreté urbaine en coordination avec les services de la Sûreté de daïra d'Héliopolis, qui avaient rapidement entamé leurs investigations, ont appréhendé les deux suspects qui s'approprièrent à effectuer une transaction auprès d'une victime, un homme âgé de 49 ans, résidant à Guelma.

Les deux prévenus, âgés de 30 et 24 ans, dont l'un est d'origine camerounaise agissaient pour le compte d'un réseau national, dans l'axe Alger-Annaba-Guelma, et qui étend ses tentacules au Mali.

Noureddine Guergour